



*Proche,
Efficace,
Solidaire...*

Syndicat CGT
du Conseil Départemental des Yvelines
et ses Établissements Publics
3, rue Saint Charles 78000 Versailles
cgt@yvelines.fr 06.71.78.55.10.

Versailles, 28.10.2020

M. BEDIER
Président du Conseil Départemental
Hôtel du département
2, place André Mignot
78000 VERSAILLES

Objet : Lettre ouverte : Suppression de poste à SODEXO

Monsieur le Président,

Mardi 27 octobre 2020, la société SODEXO a annoncé un plan de licenciement qui implique un nombre très conséquent d'emplois - une suppression nette comprise entre 2083 à 2299 postes - soit près de 7% de ses effectifs.

Directement et/ou indirectement les agents publics et les salariés de C'Midy sont concernés. Derrière ces chiffres, ce sont autant de femmes, d'hommes et de familles qui vont se retrouver dans la précarité. C'est fort de ces enjeux que nous vous interpellons.

Nous précisons que ce plan dit de « sauvegarde de l'emploi » n'a pas fait l'objet de réelles négociations avec les organisations syndicales de SODEXO avec seulement 2 réunions relatives à un plan de mobilité ne faisant que reprendre un ancien accord qui n'avait jamais fonctionné.

A notre niveau, nous n'avons eu aucun élément d'information sur les éventuels impacts direct ou indirect du personnel mis à disposition de C'Midy.

Si cette entreprise doit faire face à un contexte économique complexe lié à la crise sanitaire, c'est également le cas de l'ensemble de ses salariés.

De plus, le choix unilatéral d'un vaste plan social annoncé par SODEXO fait l'impasse sur d'autres solutions possibles, tel que le gel du versement de dividendes aux actionnaires. Cela nous interroge particulièrement au regard de l'investissement public effectué sous diverses formes dans un cadre national (CICE, allègement fiscaux...).

Cela nous questionne également sur les conséquences pour le personnel de C'Midy et nous conforte dans la nécessité de réinternaliser les missions confiées à la SEMOP.

Dans l'immédiat, nous demandons que le Conseil Départemental fasse preuve d'exigence auprès de SODEXO pour que toutes les solutions visant à la sauvegarde des emplois soient activement explorées, négociées et mise en œuvre.

Nous demandons également communication des éléments de connaissance que vous aurez concernant l'impact direct et indirect pour le personnel de C'Midy et pour le personnel du siège de SODEXO.

Enfin, nous souhaitons connaître les démarches que vous entreprendrez auprès de SODEXO pour la sauvegarde des emplois.

Dans l'attente, nous vous prions de croire, M. BEDIER, à l'assurance de notre considération.

Pour le syndicat CGT
Tristan Fournet, secrétaire

Copie : - Cécile DUMOULIN, Conseillère Départementale
- Pauline WINOCOUR-LEFEVRE, Conseillère Départementale